

La société en mouvement

La Belgique
sur une voie de
développement
durable?



ÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES ET JUSTICE ENVIRONNEMENTALE

RÉFLEXIONS CROISÉES DE SASCHA GABIZON ET DE CLAUDINE LIENARD

Rapportées par Luk Vanrespaille

Tant la Déclaration de Rio sur l'Environnement et le Développement³⁷ que l'Agenda 21 soulignent l'importance du groupe social des femmes. C'est le seul des neuf groupes identifiés par ce programme d'action qui concerne spécifiquement la moitié de l'humanité. Le principe 20 de cette déclaration stipule que « les femmes ont un rôle vital dans la gestion de l'environnement et le développement. Leur pleine participation est donc essentielle à la réalisation d'un développement durable ».

L'objectif de pleine participation des femmes à l'étude des questions et à la prise de décisions se rapportant au développement durable, sur un pied d'égalité, est décrit dans les différents articles du Chapitre 24 de l'Agenda 21, notamment en référence aux Stratégies prospectives d'action pour la promotion de la condition de la femme, formulées à la suite de la troisième conférence mondiale de l'ONU (Nairobi, 1985). Ces stratégies mettent l'accent sur la participation des femmes à la gestion des écosystèmes (inter)nationaux et à la lutte contre la dégradation de l'environnement. Le Chapitre 24 de l'Agenda 21 mentionne aussi dans ses principes d'action la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (résolution 34/180 de l'Assemblée générale) ainsi que les conventions de l'Organisation Internationale du Travail et de l'Unesco. Tous ces engagements ont fait l'objet d'un suivi au niveau mondial et de plans d'action lors des grandes conférences ultérieures.

Deux témoignages sur les aspects sociaux et environnementaux de l'évolution enregistrée dans ce domaine depuis Rio 1992 sont rapportés dans ce chapitre. Claudine Lienard étant chercheuse et responsable

.....
37 Voir www.indicators.be/sites/default/files/rio_f.pdf.

à l'asbl Université des Femmes³⁸ connaît bien le groupe social en question. Elle peut témoigner de l'évolution en Belgique depuis Rio. Quant à Sascha Gabizon, elle dirige le réseau Women in Europe for a Common Future (WECF).³⁹ Nous lui avons donc demandé d'apporter son témoignage sur la situation de ce groupe dans le reste du monde, notamment en Europe et dans le tiers monde. Sa vision est basée sur l'article *Social equity, gender equality and environmental justice* publié dans le livre *Future Perfect* réalisé à l'occasion de Rio+20.⁴⁰

Féminisme et écologie, même combat

Notre 'mère la Terre' nous procure oxygène, chaleur et nourriture. Nous lui devons même la vie. Mais nous considérons tous ces dons comme 'allant de soi' et, bien souvent, le don se transforme en appropriation d'une manière qui compromet cette générosité de la façon la plus ingrate qui soit. Certains voient des points communs entre la femme et la nature dans la nécessité de les défendre contre l'exploitation et les agressions. Les militantismes féministe et écologique se sont très vite trouvés, déclare Claudine Lienard. Les femmes ont participé à la création et au succès des partis verts actuels. Les associations féministes et les mouvements écologistes continuent à s'influencer et s'inspirer mutuellement mais aussi à se suivre avec vigilance et d'un œil critique sans doute parce ces mouvances ont en commun d'analyser la société sur le plan politique. Par leurs efforts en matière de sensibilisation, par leur lobbying, par leur action, par leurs analyses et leurs études, par leur partage de connaissances et leur formation permanente, des femmes combattives, dans le monde associatif mais aussi dans les partis politiques ont aidé à façonner la pensée écologique.

Cette réflexion écologique ne s'est pas construite du jour au lendemain. Et le travail est encore loin d'être achevé. Même si une révolution peut être considérée comme souhaitable, le changement fondamental des mentalités s'opère plutôt dans une succession d'évolutions et de

38 Voir www.universitedesfemmes.be.

39 Voir <http://wecf.eu>.

40 Voir <http://www.uncsd2012.org/index.php?page=view&nr=622&type=230&menu=38>.

phases intermédiaires. L'apprentissage d'une pensée solidaire, de privilégier l'intérêt collectif par rapport à l'intérêt individuel est l'une de ces phases. Mais d'autres formes d'expression, un nouveau style de vie ou des instruments politiques alternatifs peuvent aussi jouer un rôle dans ces changements. Un moyen d'expression théâtral par exemple n'est-il pas aussi valable qu'un discours intellectuel ?

Pour Sascha Gabizon, le titre de sa contribution résume bien l'objet central du développement durable : *Équité sociale, égalité des sexes et justice environnementale*. Malheureusement, 20 ans après Rio, les inégalités sont toujours considérables, bien que toute la planète, à six pays près, aient ratifié la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). De nombreuses politiques et lois ont été érigées contre la discrimination mais leur mise en œuvre et les rapports sur leur application concrète se font souvent attendre. C'est ainsi que le modèle économique et le discours dominant restent relativement masculins. Il s'ensuit qu'une grande partie du potentiel féminin (connaissances, aptitudes, contributions économiques, même informelles) reste sous-exploité, ce qui est représente une grosse perte pour le développement (durable). C'est d'autant plus regrettable que des études montrent précisément qu'une meilleure égalité des sexes est bénéfique pour la société et l'économie. Sascha Gabizon cite dans ce cadre des études de la Banque mondiale⁴¹ et de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)⁴² qui démontrent que les investissements en faveur des femmes sont la meilleure façon de permettre à la collectivité de prendre son essor et qu'une réduction de la discrimination dans le secteur agricole peut permettre d'augmenter la production alimentaire de 20%.

Il est par conséquent facile d'en conclure qu'il existe une meilleure main invisible que celle du marché libre et qu'elle fait en sorte que les femmes actives (notamment au sein des organisations féminines) contribuent presque naturellement à la réalisation d'un développement (plus) durable. Les exemples ne manquent pas. Sascha Gabizon souligne

41 Le rapport peut être consulté sur <http://econ.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTRESEARCH/EXTWDRS/EXTWDR2012/0,menuPK:7778074~pagePK:7778278~piPK:7778320~theSitePK:7778063~contentMDK:22851055,00.html>.

42 Le sous-titre en dit long : *Closing the Gender Gap for Development*. Les intéressés peuvent télécharger le rapport sur <http://www.fao.org/publications/sofa/en/>.

l'immense participation féminine dans l'économie des soins (*care economy*) et l'investissement fort précieux et rentable en ressources humaines qui y est lié. Elle dénonce également l'étrange parallélisme avec lequel tant les contributions économiques des femmes⁴³ que celles de la nature et des écosystèmes restent largement inaperçues : nous ne les mesurons et valorisons pas. Le PIB, l'indicateur par excellence, ne prend en compte ni sexe ni nature.

Pour Claudine Lienard, des exemples de valeur ajoutée au développement par les activités des femmes sont faciles à trouver. Tout ce que les femmes et les associations féministes mettent sur pied en matière d'alimentation plus saine, plus écologique, de réduction des déchets, de consommation écologique, de tri des déchets ménagers,... profite aussi automatiquement à la planète. Et Pour Claudine Lienard aussi, les choses pourraient aller beaucoup mieux. Bien que les femmes soient les plus touchées par les crises climatiques et les problèmes environnementaux, elles n'ont, face à la domination patriarcale, pas suffisamment leur mot à dire lors de décisions économiques et technologiques. Un exemple éloquent est celui de la voiture qui reste encore trop difficile à détrôner. Les transports publics, le covoiturage et d'autres formes de mobilité collective restent généralement sous-valorisés et sous-subsidés. Les femmes en sont victimes car elles utilisent en moyenne davantage les alternatives, par choix ou faute de permis de conduire, d'autorisation du mari ou de voiture personnelle, et c'est à elles qu'échoit aussi en grande partie des transports liés aux soins (enfants, personnes âgées, malades et autres personnes qui dépendent d'un accompagnement). Le contexte de domination masculine doit donc être mis en question à la fois pour éviter que les femmes soient davantage touchées par ces crises et pour leur permettre de construire les réactions appropriées tout autant que les hommes.

D'où l'importance de continuer à insister sur des changements organisationnels et institutionnels en commençant par des réformes poussées pour accroître la représentation des femmes et féminiser davantage le processus décisionnel. Il reste aussi du pain sur la planche chez nous et les acquis comme la loi sur l'avortement sont trop souvent remis en question, comme le souligne Claudine Lienard.

43 Sascha Gabizon cite les chiffres de Nidhi Tandon, *Empowerment of women in a green economy in the context of sustainable development and poverty eradication*, 2012. Le document peut être consulté sur <http://www.networkedintelligence.com>.

L'économie au masculin

Par de nombreux aspects, notre économie est une économie masculine et cela ne lui a pas réussi, sans même parler de ses victimes, la planète en tête. De nombreuses décisions économiques sont typiquement des décisions à court terme. Les coûts actuels des ressources naturelles, de l'énergie et des biens de consommation ne contribuent pas à réaliser une consommation durable, notamment parce qu'ils ne répercutent pas tout une série de coûts, comme les coûts futurs. Et il est peu tenu compte des bénéfices et des avantages à long terme.

Les systèmes de subvention ont souvent des conséquences perverses car ils stimulent ces mêmes formes erronées de consommation. Sascha Gabizon cite, sur la base d'un rapport de l'PNUE,⁴⁴ des chiffres de l'ordre de 700 à 900 milliards de dollars alloués chaque année aux secteurs des énergies fossiles et de l'énergie nucléaire. Selon ces estimations, près d'un milliard de dollars est en outre quotidiennement consacré à des subventions de pratiques agricoles non durables qui sont nuisibles à la santé publique et nocives pour les abeilles, les écosystèmes, les sols, la biodiversité,... Il serait préférable d'investir plus intensivement dans le capital humain, dans le développement social et dans la protection de l'environnement, notamment en veillant à accorder plus de ressources financières aux femmes, quel que soit le niveau, et à ce qu'elles puissent en faire usage. Cela peut être réalisé à petite échelle, par des microcrédits accordés aux femmes et via des systèmes comme la *bolsa familia* brésilienne. Mais cela peut et doit surtout se traduire par un accroissement du poids des femmes, sur le processus de décision politique et économique.

Le développement durable de qui ?

Une approche féminine réfléchie et poussée de la question permet de prendre conscience que le concept de développement durable en lui-même n'est pas au-dessus de tout questionnement critique. Faut-il un développement s'il ne prend pas ses distances par rapport à la crois-

44 Vers une économie verte, PNUE, 2011, à télécharger gratuitement via <http://www.unep.org/greenconomy/GreenEconomyReport/tabid/29846/language/en-US/Default.aspx>

sance dont notre économie mondiale néolibérale est tant férue ? Dans de trop nombreux cas, la croissance du PIB augmente les inégalités et le gaspillage des richesses naturelles. Les femmes y trouvent rarement leur compte et la création d'emploi n'est pas automatique. Le lien entre croissance et développement n'est donc pas évident, sans parler de la condition de durabilité. Sascha Gabizon cite le discours du sénateur Robert Kennedy qui fut très critique concernant un indicateur comme le PIB. Il fut prononcé à l'Université du Kansas au cours de la fameuse année 1968, quelques mois avant sa mort donc. Les industries polluantes, les ambulances pour évacuer nos accidentés de la route, les prisons et les serrures de nos portes, les coupes de bois destructives, le napalm et les armes atomiques sont tous pris en considération dans le PIB.

Claudine Lienard va jusqu'à se demander si nous avons tant besoin de ce développement, même s'il s'avère durable. Que pouvons-nous en attendre si les entreprises restent aux mains des hommes et si tout est évalué à sa valeur marchande ? « La transition vers un développement durable ne se fera pas sans les femmes », affirme-t-elle fermement. Le changement radical du rapport social de dominance d'un sexe sur l'autre est la voie pour éradiquer d'autres formes d'hégémonie inadmissible dans le monde. S'il ne se produit pas, les chances sont minimes que le capitalisme patriarcal lâche son emprise néfaste sur la planète et ses richesses. Selon Claudine Lienard, la critique s'applique aussi aux tentatives bien intentionnées de déstress, de réduction de la consommation, de simplicité volontaire, etc. Si, faute d'impliquer les femmes à tous les niveaux de décision et d'être attentifs aux incidences de celles-ci sur la situation des femmes et les hommes, en tant que groupes sociaux, ces tentatives se font au détriment des plus vulnérables, parmi lesquels une majorité de femmes qui fournissent de loin la plus grande contribution à l' 'économie informelle', nous pouvons difficilement les considérer comme un progrès.

Claudine Lienard nous cite l'exemple d'un projet urbain de jardinage collectif⁴⁵ qui cherche une solution alternative à l'agriculture industrielle intensive tout en prônant toutes sortes de valeurs différentes et en générant des bénéfices collectifs : cohésion de quartier, emplois sociaux, production locale,... Tant que l'idéologie capitaliste reste ce qu'elle est, ce

45 L'étude de l'anthropologue Manon Boulianne peut être téléchargée sous format pdf sur <http://www.erudit.org/revue/as/2001/v25/n1/index.html>.

genre de tentatives, même bien intentionnées, resteront marginales. Les subventions permettent uniquement de créer quelques emplois à temps partiel de moindre qualité. La production n'atteint pas le prix qu'elle coûte, même si elle est biologique, saine et de qualité. Elle est en effet trop peu développée et trop alternative pour les organismes de certification ou pour un label, et elle reste donc marginale et invisible.

L'inégalité croît partout actuellement, tant au Sud qu'au Nord. Pourtant, les gens au Nord sont en meilleure santé, l'enseignement obtient de meilleurs résultats, la violence est moins présente, le bonheur et la confiance sont plus élevés et d'autres bénéfices sont observés dans les sociétés les plus égalitaires. Richard Wilkinson nous en convainc à coup d'arguments et de chiffres, notamment dans *The Impact of Inequality*⁴⁶ traitant essentiellement d'inégalité socioéconomique. Mais l'égalité des sexes et l'égalité des chances sont liées à de plus larges aspects de l'égalité matérielle et à une distribution équitable de la prospérité (cf. : au sens de *people et prosperity* de l'approche traditionnelle de développement durable).

L'inégalité ne mène qu'à plus d'inégalité

Une consommation effrénée n'est évidemment pas défendable. Les dégradations de l'environnement provoquées par les riches touchent principalement les plus pauvres de cette planète et, de façon disproportionnée, les femmes et leurs enfants. La qualité de leurs terres arables et de leurs points d'eau en souffre, les bois et la biodiversité disparaissent, les cycles atmosphériques se modifient. Ces subventions d'activités spéculatives et non durables perpétuent la consommation effrénée évoquée ci-dessus. Elles illustrent les problèmes liés à un processus décisionnel trop unilatéralement masculin.

Sascha Gabizon cite une étude de *The Economics of Ecosystems and Biodiversity*⁴⁷ qui démontre l'importance d'écosystèmes sains et fonction-

46 Wilkinson, Richard, *The impact of inequality. How to make sick societies healthier*, Londres & New York, Routledge, 2005. Voir aussi Wilkinson, Richard et Pickett, Kate, *The Spirit Level. Why Equality is Better for Everyone*, Londres, Penguin Group, 2010.

47 Voir www.teeb.org.

nant bien pour la subsistance des plus pauvres, à savoir 70% de femmes. Il existe en outre un lien entre certaines formes de pollution et le cancer du sein. Et même un enfant dans le ventre de sa mère entre déjà en contact avec des formes inacceptables de dégradation environnementale. Le principe de précaution s'applique aussi intégralement à l'énergie atomique, aux OGM et aux nanotechnologies. WECF plaide dans ce cadre pour un transfert de connaissance et de technologie et pour la création d'une organisation indépendante pour le monitoring et l'étude des aspects technologiques (en anglais, le *Technology Assessment*, abrégé TA).

Les crises qui sont la conséquence d'une économie et d'une politique défavorables aux femmes semblent en outre devoir être résolues par des mesures, des économies qui à leur tour touchent les femmes de façon disproportionnée. Une étude de quelques syndicats britanniques de 2011 démontre par exemple que 70% des mesures prises en temps de crise ont une incidence plus grave sur les femmes que sur les hommes.

Au-delà de l'économie verte : l'économie des soins

Pour Sascha Gabizon et WECF, la voie à suivre est toute tracée : les actions et la politique nécessaires pour accélérer la transition vers un développement durable doivent s'intégrer dans une nouvelle organisation économique. Tant que notre économie, bien qu'elle verdisse petit à petit, reste encore aussi masculine et obsédée par la croissance, nous serons dépassés. Il n'y aura de véritable changement que lorsque nous penserons et nous agirons en termes d' 'économie des soins', forme d'économie qui valorise également la contribution des femmes et de la nature au bien-être général.

Cela n'implique pas automatiquement la monétarisation de ces contributions pour Sascha Gabizon. Il faut toutefois que la gestion des richesses naturelles soit réglée légalement afin qu'elle soit dans l'intérêt des habitants, y compris les générations futures. La Théorie des Biens Publics (*Public Trust Doctrine*) en est un instrument approprié : elle stipule que les richesses communes ne peuvent pas être des propriétés privées et qu'elles doivent donc être gérées dans l'intérêt de la communauté. Les 'économies de soins' vont également protéger les femmes de l'exploitation, la violence et la pauvreté, ce qui revient à appliquer la convention CEDAW précitée. Ces économies contribueront à l'avènement de sociétés plus égalitaires et, dans les termes de Wilkinson, 'plus saines'.

Rio+20 plus... ?

L'organisation WECF a été fondée pour permettre à une voix féminine de résonner dans le processus décisionnel, notamment en matière de développement durable. Cette orientation était déjà tracée avant Rio 1992. Le Women's Action Agenda for a Healthy Planet (WAA21) s'est tenu à Miami en 1991, en préparation du 'Sommet de la Terre'. Il a délimité 11 domaines d'action et recommandations urgents pour Rio. Les 11 domaines sont encore très actuels plus de 20 ans après, à l'instar des 27 principes de la Déclaration de Rio. Le principe de précaution (principe 15) et celui du pollueur payeur (principe 16) restent notamment des fils conducteurs importants pour tout processus de prise de décision. Le principe 10 sur l'accès à l'information, aux procédures de justice et la participation à la politique fait également partie des priorités pour Sascha Gabizon. WECF s'occupe en outre de la mise en pratique du développement durable aux niveaux local et national. Ici aussi il y a encore du pain sur la planche et de nombreux défis sont en attente d'une solution urgente. Que ce soit au niveau politique ou au niveau de la mise en œuvre concrète, le chemin est encore long après Rio et après Rio+20.

Les ambitions de Rio, déjà urgentes en 1992, le sont plus encore vingt ans plus tard. La participation des femmes, l'accès au financement et les stimuli corrects des organismes financiers internationaux restent notamment d'importants défis. Le manque de progrès est accentué par l'intimidation et la violence à l'égard des femmes, la corruption, la non-liberté de la presse, des systèmes de subvention pervers, une justice sélective et un accès insuffisant à l'information. Claudine Lienard évoque la pensée écoféministe qui considère que c'est la domination des hommes sur la nature ainsi que celle, du même ordre, qu'ils exercent sur les femmes, qui entraînent la crise environnementale marquée par la surproduction agricole, d'un côté, et l'explosion démographique, de l'autre. Les politiques pour un développement durable englobent donc bon nombre de revendications féministes, comme celles concernant la construction d'une législation internationale qui établisse et garantisse les droits sexuels et reproductifs.

A cet égard, il faut noter que Le Nederlandstalige Vrouwenraad⁴⁸ déplore également que « sous la pression de forces conservatrices interna-

.....
48 Voir www.vrouwenraad.be.

tionales lors du dernier sommet mondial sur le développement durable des NU, des paragraphes initialement approuvés sur les droits sexuels et reproductifs ont été abandonnés. Le droit à l'autodétermination de millions de femmes a donc été restreint avec toutes les conséquences négatives possibles pour l'émancipation des femmes et celles des générations futures ».

Dans ce contexte, la mise en place d'une protection sociale minimale au niveau mondial est prioritaire pour Sascha Gabizon. Ce niveau minimal ne doit pas dépasser 2% du PIB et peut être financé par les revenus d'une taxe sur les transactions financières ou sur le kérosène et l'utilisation des océans, afin d'internaliser directement une série de coûts environnementaux qui n'ont encore jamais été pris en compte. Elle prend également position en faveur du processus décisionnel pour mettre sur pied des objectifs de développement durable (ODD). Ces objectifs doivent s'appuyer sur les droits de l'homme et l'égalité des sexes et intégrer l'émancipation des femmes. Des indicateurs (de genre) doivent également être établis pour chaque objectif. Une autre option serait de se reposer sur les fameux objectifs du Millénaire mais formulés plus énergiquement et associés à des indicateurs explicites. Les objectifs du Millénaire 3 (promouvoir l'égalité des genres) et 5 (améliorer la santé maternelle) lui semblent notamment être de bons candidats. Des indicateurs intéressants pour suivre la réalisation de ces objectifs pourraient porter sur l'accès aux droits fonciers, aux services de base et aux moyens de financement.

En résumé

Exigences féministes et revendications écologiques vont de pair. Elles trouvent leur origine dans le même souci d'utiliser de manière plus attentive et efficace certaines ressources que nous considérons trop facilement comme inépuisables et allant de soi. Une sorte de main invisible plus féminine existe qui pourrait veiller à l'épanouissement d'une 'économie des soins' pour autant qu'un processus décisionnel plus égalitaire soit instauré en évitant toute dérive défavorable aux femmes comme, par exemple, le renforcement de l'idéologie de la complémentarité des sexes, l'accentuation de l'assignation 'naturelle' des femmes à des rôles sociaux bien définis, etc. Un modèle économique dominé par le masculin ne se modifie toutefois pas purement et simplement même si de nom-

breuses inégalités sont encore déplorées et combattues. Mais la vitalité du groupe des femmes atteste toutefois de l'existence d'une énergie qui, si elle parvient à se libérer, peut profiter au bien-être des générations futures et à la protection de la planète que nous leur lèguerons.



*Groupe de femmes discutant du croisement de variétés de riz
(fourni gracieusement par Nicolas Van Nuffel)*